

ADON GNANGUI

Afrique
subsaharienne,
Côte d'Ivoire

Dans l'engrenage de la
Françafrique



À

- Mes enfants et mon épouse, pour leur soutien indéfectible ;
- Ma mère qui meurt vainement d'envie de me revoir ;
- Tous ces Ivoiriens qui croupissent dans les prisons du régime de l'imposture pour avoir osé défendre l'intérêt de leur pays et dire non à la Françafrique ;
- Tous les Ivoiriens qui souffrent de cette injustice dans l'indifférence sauvage des donneurs de leçons de démocratie et des Droits de l'homme.

Au

Président Laurent Gbagbo, l'élu du peuple ivoirien, victime de la Françafrique et de l'imposture, une pensée particulière pour dire que le combat continue pour une Côte d'Ivoire libre et prospère nonobstant les intimidations et les exactions des ennemis.

À

Tous ceux avec qui se mène la lutte pour la libération de notre pays. Qu'ils ne désespèrent pas, car au bout de cette bataille qui risque d'être longue et périlleuse se trouvent indéniablement la liberté et le

bonheur du peuple ivoirien, de notre pays et, partant, de l'Afrique.

À

Tous ceux qui sont tombés pour la défense de la patrie agressée par les néo-colonisateurs et les prédateurs car livrée par des assoiffés de pouvoir et des incrédules nationaux. Que leur âme recouvre un repos éternel ! Le combat continue et le peuple vaincra vaille que vaille. Ainsi va l'histoire des grandes Nations et de leurs peuples.

Nous dédions cet ouvrage.

« Écoutez ma parole car elle est pure de tout mensonge. Elle a la limpidité de l'eau de pluie Et la violence de l'ouragan. Le monde est malheureux parce que les hommes ne se souviennent pas. Or hier n'est pas encore loin. Et demain est profond, d'une profondeur pleine d'espoir. Écoutez ma parole : elle ne sait qu'avancer ! Écoutez ma parole : l'Histoire est Vérité ! »

(Laurent Gbagbo,
Soundjata, le lion du Manding).

« Aucun État ne peut s'arroger le rôle de gendarme du monde, et aucun État ne peut dicter aux autres ce qu'ils doivent faire (...) Ceux-là qui hier étaient les amis de nos ennemis, ont aujourd'hui le toupet de me proposer de ne pas visiter mon frère Kadhafi, ils nous conseillent d'être ingrats et d'oublier nos amis d'hier. »

(Nelson Mandela
en réponse à ceux qui lui reprochaient.
de s'être rendu en Libye).

« Mon intention n'est pas de perpétuer les rancunes et encore moins la haine, mais de vous expliquer, à vous les enfants du monde, qu'il faut rester vigilants. Les combats pour la liberté humaine n'ont pas de fin. »

(Boubacar Joseph N'Diaye
Il fut un jour à Gorée :
l'esclavage raconté aux enfants).

« La force et la vraie liberté de l'Afrique viendront de sa capacité à poser des actes réfléchis et en assumer les conséquences. La dignité et la respectabilité ont un prix. Sommes-nous disposés à le payer ? Sinon, notre place reste à la cuisine, aux toilettes pour garantir le confort des autres. »

(Jean-Paul Pougala)

Ces pensées, plus que de simples épigraphes, nous guideront tout au long de cet ouvrage.

(*)Liste des sigles et abréviations

ANC	African National Congress / Congrès National Africain
APD	Aide Publique au Développement
BAI	Banque Africaine d'Investissement
BCA	Banque Centrale Africaine
CEI	Commission Electorale Indépendante
CFTC	Fonds du Commonwealth pour la Coopération Technique
CICPSRE	Comité Interministériel de la Coordination du Programme de Stabilisation et de la Relance Economique
CNSP	Conseil National de Salut Public
CPI	Cours Pénale Internationale
CPO	Cours Pénale Occidentale
DGSE	Direction Générale de la Sécurité Extérieure
DPSD	Direction de la Protection et de la Sécurité de la Défense
DRM	Direction du Renseignement Militaire
DST	Direction de la Surveillance du Territoire
FANCI	Forces Armées Nationales de Côte d'Ivoire
FDS	Forces de Défense et de Sécurité

FMA	Fonds Monétaire Africain
FMI	Fonds Monétaire International
FRCI	Forces Républicaines de Côte d'Ivoire
MAD	Mutual Assured Destruction ou Destruction Mutuelle Assurée
MIRV	Lanceurs à ogives multiples
OCDE	Organisation de Coopération pour le Développement Economique
ONG	Organisations Non Gouvernementales
ONU	Organisation des Nations Unies
ONUCI	Organisation des Nations Unies pour la Côte d'Ivoire
OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
OUA	Organisation de l'Unité Africaine
RDA	République Démocratique Allemande
RDC	République Démocratique du Congo
RDR	Rassemblement Des Républicains
RFA	République Fédérale d'Allemagne
RHDP	Rassemblement des Houphouëtistes pour la Démocratie et la Paix
RSSG	Représentant Spécial du Secrétaire Général
SALT	Strategic Armements Limitation Talks
SDN	Société Des Nations
TNP	Traité de Non-Prolifération Nucléaire
UA	Union Africaine
URSS	Union des Républiques Socialistes Soviétiques
UPM	Union Pour la Méditerranée
USA	Etats Unis d'Amérique

**Hommage spécial à
François-Xavier Verschave
pour son combat inébranlable
contre la Françafrique**

« Je crois que notre tâche ici doit être d'informer la population et les élus sur ce qui se trame dans les hautes sphères de la Françafrique. Multiplier les articles, les livres, les conférences et les interventions, les interpellations, afin que la politique étrangère de la France devienne un enjeu des débats publics. Il faut que des garde-fous d'importance soient mis en place pour que cette politique criminelle cesse d'être possible. C'est urgent. »

(François-Xavier Verschave,
France-Afrique,
le crime continue).

Toutes nos pensées à ce grand homme, cet intellectuel français qui a toujours su dénoncer, sans langue de bois, ni hypocrisie et encore de

débordement, en faisant preuve de responsabilité et avec gravité, la politique de prédation et néocoloniale de son pays : la France, dans ses anciennes colonies d'Afrique subsaharienne. Paix à son âme !

EXTRAIT

Avant-propos

Nous voulons, à travers les quelques lignes qui constituent cet ouvrage, rendre un grand hommage, en guise de reconnaissance et surtout pour dire merci, à ces grands hommes qui ont marqué, marquent et marqueront toujours notre histoire, l'histoire de notre continent, particulièrement l'Afrique subsaharienne.

En effet :

Comme il y a eu de grands hommes dans certains pays, en Côte d'Ivoire nous reconnaissons Laurent Gbagbo comme le symbole de notre pays et au-delà de toute l'Afrique, à l'instar de Lumumba, Nkrumah, Sékou Touré, Sankara, Mandela, entre autres, qui l'ont été pour leur pays et l'Afrique.

Alors,

Il est de notre devoir de poursuivre le combat. Le combat pour la liberté, comme pour donner un sens à notre existence.

Et surtout,

En guise de réponse à Laurent Gbagbo qui ne cesse de dire : « **si je tombe, enjambez mon corps, et continuez le combat** ». Nous devons essayer nos

larmes, quitter nos émotions, combattre l'imposture pour imposer notre liberté confisquée et surtout mettre fin à la soumission que l'on nous impose et qui compromet indubitablement le développement de notre pays. C'est donc là, notre obligation et notre devoir vis-à-vis de nous-mêmes, de nos enfants et des générations futures. Taisons nos égoïsmes et privilégions l'intérêt général de notre pays et du continent tout entier pour donner enfin un sens à notre existence sur cette planète où l'on veut faire croire que l'Africain voire le Noir est incapable de se prendre en charge. Refusons la tentative de formatage de nos esprits par nos ennemis à leur profit et à nos dépens. Nous devons combattre, sans hésiter, cette nouvelle forme d'esclavage que nous imposent nos ennemis. Unissons-nous comme un seul homme pour mieux défendre nos intérêts tout en respectant les intérêts des autres.

Introduction

Les années 1960 sont pour la plupart des pays d'Afrique, une période de soulagement dans leur existence. Du moins, il s'agit de ce que la théorie en matière de relations internationales entre les États dans le concert des Nations nous enseigne.

En effet les pays africains, longtemps sous domination des pays occidentaux, notamment la France, la Grande-Bretagne et le Portugal entre autres, vont théoriquement recouvrer leur indépendance, voire leur souveraineté, pour la plupart dans les années 1960.

Ce qui devrait être une réelle liberté pour tous les peuples africains qui ont pendant plus d'un siècle subi le diktat de leurs colonisateurs, l'a réellement été pour une infime partie de ceux-ci. Du moins, il faut dire que lorsque les pays africains ont accédé à l'indépendance, les peuples se sont crus au bout de leurs peines car la liberté était à leur portée. Trop beau pour être vrai. En effet la grande majorité de ces peuples vivant sous la colonisation française, n'a eu

qu'une liberté de façade. Autrement dit, une liberté qui n'a de sens que dans la théorie.

En réalité, pour ce qui est des pays sous colonisation française, il s'agissait purement et simplement, pour la France et ses dirigeants, d'un changement de stratégie de domination voire de contrôle de leurs anciennes colonies sur le continent africain. Comment cela peut-il en être autrement, quand on sait que ces pays ont accédé à l'indépendance sans gloire, car sans effort des peuples qui, à cet égard, ne peuvent donc pas mesurer la valeur et l'importance de la liberté pour la préserver jalousement et à n'importe quel prix ? En tout cas, nonobstant la souffrance et l'humiliation que la France inflige sans vergogne aux peuples dans les pays d'Afrique francophone et à leurs dirigeants, ces derniers n'osent ou ne peuvent pas manifester leur colère. Cela peut être difficile à comprendre et pourtant c'est bien ce à quoi nous assistons, hélas ! dans nos pays au sud du Sahara en Afrique où tout se passe encore entre la France et ces pays comme au temps colonial. Une situation de fait, face à laquelle il est de plus en plus impossible de faire preuve d'immobilisme. Il est clair que l'ancienne puissance coloniale et ceux qui sont aux leviers de commande veulent perpétuer leur domination dans les anciennes colonies où ils procèdent par tous les moyens à des privations de liberté.

La liberté ne vaut que lorsqu'on mesure sa valeur et son importance pour sa propre existence. Il faut dire que, ordinairement, les peuples qui ont combattu pour arracher et imposer leur liberté confisquée par les colons ou du fait de l'impérialisme, savent la préserver contre toute atteinte d'où quelle vienne. En

la matière les exemples abondent. Tout près de nous en 1962, souvenons-nous du peuple algérien qui a su dire non à la France. Les Français eux-mêmes avec l'aident des alliés occidentaux, en 1945, ont recouvré leur liberté mise à mal cinq ans durant par l'Allemagne de Hitler ; ou alors les Vietnamiens face aux États-Unis d'Amérique, etc. Il est clair qu'un peuple qui se bat pour imposer sa liberté et sa dignité à son oppresseur, est un peuple qui peut prendre farouchement et indubitablement conscience que la liberté est un maillon essentiel de son existence. Car sans liberté, il est impossible pour un pays d'amorcer son développement. Le bien-être de son peuple ne peut donc pas être assuré dignement et sereinement.

C'est d'ailleurs ce qui fait dire, à juste titre, à Patrice E. Lumumba que « Nous allons montrer au monde ce que peut faire l'homme noir quand il travaille en liberté »¹. Il est clair qu'il faut donc se battre pour imposer sa liberté aux colonisateurs ou néo-colonisateurs, aux impérialistes et à tout oppresseur quel qu'il soit. Cette bataille pour la liberté doit être constante, permanente car à tout moment, la liberté peut être mise à mal ou violée et échapper. Le risque de basculer dans la domination et la soumission étant tout aussi grand et omniprésent dès lors que l'impérialisme est quelque chose qui abrite constamment l'esprit des puissances et des colonisateurs nostalgiques. C'est pourquoi, il importe de préserver en permanence et sans relâche cette liberté qui est à bien des égards le centre névralgique de notre existence.

¹ Patrice Émery Lumumba, extrait de son discours du 30 juin 1960.

En clair, il faut être aux aguets pour que nul ne vous prive de votre liberté, car personne ne peut se donner le droit de priver autrui de sa liberté. Il s'agit d'un élément juridique fondamental qui compose l'ensemble des droits élémentaires de l'existence des êtres humains. À la limite, il faut refuser la liberté toute faite, la liberté octroyée qui peut cacher bien des surprises désagréables et compromettre l'avenir d'un pays et de son peuple. C'est justement ce à quoi nous assistons dans nos pays en Afrique où la France, après des années de domination, va officiellement feindre de se retirer sans vraiment baisser la garde en ayant toujours à cœur la volonté de contrôler les richesses et l'économie de ses anciennes colonies. Il paraît donc inéluctable de comprendre que la souveraineté d'un pays et la liberté de son peuple demeurent des questions essentielles. Le Président Laurent Gbagbo qui l'a très bien compris en fait justement un combat qu'il ne se lassera jamais de mener. En effet, selon lui : « pour cette cause, aucune humiliation ne sera de trop pour moi, j'entends mener ce combat en faisant corps avec mon peuple »². Pour mener inlassablement un tel combat, il faut avoir compris son essence, sa portée, sa nécessité. Laurent Gbagbo l'a compris, eu égard à ce qui s'est déroulé sous nos yeux, ce 11 avril 2011, où le Président Gbagbo, au risque de sa vie, alors qu'il aurait pu fuir avec sa famille les bombes françaises et onusiennes, s'est fait kidnapper par les forces de Nicolas Sarkozy avant d'être remis aux forces rebelles de Dramane Ouattara, sans écarter le fait que ces derniers auraient pu le tuer comme c'est le

² Laurent Gbagbo, après sa capture le 11 avril 2012 par l'armée française, depuis sa résidence surveillée de Korhogo.

cas du ministre de l'Intérieur, Désiré Tagro, qui n'a malheureusement pas eu la même chance que le Président.

La France, en octroyant l'indépendance à la plupart de ses anciennes colonies dans les années 1960, avait alors bien à l'esprit de poursuivre sa mainmise sur ces pays. C'est bien pourquoi elle va très vite instituer une nouvelle forme de domination. En effet, elle va concocter, avec la complicité naïve ou aveugle de certains chefs de ces jeunes États, un nouveau plan de pérennisation de sa domination et du contrôle des richesses de ces pays. La Françafrique sera l'instrument de mise en œuvre de cette nouvelle forme de domination qui va dorénavant poursuivre la mise au pas, par la France, de ces jeunes États. Ces derniers vont donc désormais obtenir une personnalité juridique, ou du moins un droit d'existence en tant qu'États souverains et « libres » ayant un statut juridique mondial auprès de l'Organisation des Nations unies (ONU). Ils vont alors, sans se douter du piège néocolonialiste, faire confiance à la France pour les accompagner dans leur développement. Ils deviennent, par principe en tant qu'État souverain, membres de l'ONU. Cette dernière étant censée regrouper tous les pays souverains de la planète pour une protection mutuelle, l'essence et l'objectif même de tout regroupement.

Commence alors une nouvelle phase de domination des pays africains désormais dirigés par des chefs d'État originaires de ces pays. Mais ces nouveaux dirigeants – choisis, pour la plupart, de la France, pour ne pas dire imposés par celle-ci – vont se mettre, pour la plupart, au service de l'ancienne puissance coloniale. Ils deviendront très rapidement

de véritables valets qui doivent soumission et respect aveugle à leurs anciens maîtres à qui, ils ne doivent rien refuser au risque de répression et de coups d'État contre leur régime, in fine la destitution. Des menaces du maître à des valets qui n'ont d'autre choix que de se soumettre à tout jamais au mépris de la liberté et de la dignité de leur peuple ainsi que de la souveraineté de leur pays et de son développement. La France va maintenir et développer sans discontinuer une pression farouche sur ses anciennes colonies au travers des dirigeants qu'elle a soigneusement installés à la tête de chacune d'elles.

Il faut dire que cette pression de la France, jusqu'à ce jour, demeure inchangée, bien au contraire. Les Africains qui ont naïvement pensé ou cru qu'avec les changements successifs de dirigeants en France, la volonté de mainmise de l'ancienne puissance colonisatrice allait s'atténuer ou se dissiper pour favoriser un espace de liberté à leur pays, doivent se détromper. Car en France, les régimes passent et se succèdent, mais le postulat de base demeure. Il n'est pas question, pour la France, de céder ou de permettre le moindre brin de liberté à ses anciennes colonies de décider au gré de leurs intérêts la politique qu'elles jugent bonnes pour leur pays et leur peuple. De quoi décevoir profondément ceux qui pensaient que l'élection du socialiste François Mitterrand en 1981, allait apporter un changement à la politique africaine de la France. À cet égard, force est de penser ou de croire que l'élection d'un autre socialiste en France, ne changera en rien le principe directeur de la politique africaine de la France. En tout cas, à moins de se tromper, le nouveau chef de l'État français ne pourra nullement déroger au vieux principe sacrosaint

selon lequel « un pays n'a pas d'ami, mais des intérêts ». L'euphorie qui a abrité les nombreux Africains et singulièrement les Ivoiriens lors de l'élection de François Hollande, s'est vite estompée. Les interrogations, le scepticisme et la colère regagnent rapidement les esprits. Encore une fois les Africains font preuve de naïveté à l'endroit d'une France qui, fidèle à elle-même, poursuit une logique qui est bien sienne, à savoir : perpétuation et pérennisation de la domination et du contrôle de ses ex-colonies d'Afrique.

S'il importe de dénoncer le comportement de la France vis-à-vis de ses anciennes colonies d'Afrique, il est tout aussi judicieux d'en faire autant vis-à-vis de l'attitude du monde occidental à l'égard des pays pauvres ou émergents depuis la fin de la Guerre froide en 1989 avec la chute du mur de Berlin et la dislocation de l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS)³ qui s'en est suivie.

Ce second aspect des relations internationales va constituer la première analyse de cet ouvrage qui se veut un outil de réflexion et d'interrogation sur les relations entre les États du monde dans lequel nous évoluons. Quelle place pour les nouveaux pays qui émergent pour certains ou tentent de sortir de la pauvreté pour d'autres ? Comment se libérer des griffes des maîtres d'hier tout en sachant que leur volonté de domination est omniprésente maintenant et plus que jamais ? N'est-il pas indispensable de repenser voire de reconsidérer le discours de la peur que nous véhiculent les grandes puissances nucléaires par rapport à certains pays en phase d'accéder au

³ Devenue, depuis sa dislocation, Russie.

nucléaire ? Quels sont vraiment les plus dangereux et de qui nous devons avoir réellement peur ? Autant de préoccupations qui abritent les citoyens du monde entier d'où qu'ils soient.

Au regard de toutes ces préoccupations, il importe de porter nos réflexions et nos analyses sur les trois principaux axes suivants : d'une part, les relations internationales depuis la fin de la Guerre froide (Chapitre I), d'autre part, le bâillonnement des pays d'Afrique francophone par la France (Chapitre II), et enfin, la Côte d'Ivoire : la conquête de la souveraineté perdue aux fins d'un développement durable (Chapitre III).